PRÉPARATION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

De nouvelles instructions pour les directeurs de l'éducation

Le ministre de l'Education nationale a réuni hier les 48 directeurs de wilaya pour faire un tour d'horizon sur la prochaine rentrée scolaire 2008/2009. Première instruction ferme, le ministre refuse toute exclusion d'un élève avant la fin du cycle moyen. Il met l'accent par ailleurs sur la responsabilité des assemblées communales dans la scolarisation de l'ensemble des enfants qui ont atteint l'âge de six ans. La justice pourrait être saisie dans le cas où ces directives ne seront pas appliquées, a-t-il averti.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Tout porte à croire, à l'écoute des propos du ministre, que le secteur franchit une nouvelle étape de réforme. Celle qui touche maintenant à la gestion et l'organisation du secteur.

Si la réforme des programmes n'a pas donné les résultats escomptés, vu les difficultés des élèves à s'adapter aux nouveaux programmes jugés lourds, Benbouzid focalise à présent son énergie sur l'adaptation de la famille de l'éducation aux nouvelles exigences du secteur, à savoir la qualité de l'enseignement donné.

«Nous avons six millions d'illettrés. Une situation qui ne doit plus exister à l'avenir», dit-il en précisant que «l'argent du pétrole sera consacré au savoir». A cet effet, Benbouzid se dit prêt et a les moyens d'ouvrir des écoles même pour cinq élèves, si cela s'avère nécessaire. «Il faut passer à une meilleure qualité de gestion et de traitement de l'information.

Les directeurs de l'éducation et en relais, les directeurs d'établissements doivent avoir toute l'information sur le taux de scolarisation dans leur région, les capacités d'accueil, le nombre d'élèves à scolariser chaque année…».

Sur un autre volet, le ministre de l'Education a instruit les directeurs de son secteur de faciliter les inscriptions pour les élèves. Désormais, les élèves scolarisés n'auront plus à présenter un dossier administratif pour chaque rentrée scolaire. «Débarrassez-vous de cette bureaucratie. Sauf le passage d'un cycle à un autre devrait être justifié par un dossier administratif, les autres élèves ne devraient plus subir cette contrainte chaque année», explique-t-il.

Photo : Samir Sid.

En fait, cette mesure a été discutée entre le ministre de l'Education et son collègue des Collectivités locales M. Ould Kablia et tous les deux, ont dû constater le calvaire des élèves et de leurs parents pendant tout le mois d'août, à faire une file interminable devant les guichets de l'état civil des APC. Certaines localités du pays ont vu éclater des émeutes devant les sièges des communes pour dénoncer cet état de fait.

M. Boubekeur Benbouzid a insisté également sur l'octroi de la prime de 2 000 DA pour les nécessiteux, qui doit être versée, selon le ministre, dès la première semaine de la rentrée, pour soulager les familles des dépenses scolaires.

Avant même de rentrer dans la phase des examens prévus pour le mois prochain, le ministre vient d'adopter une décision en faveur des recalés du baccalauréat de l'ancien système.

Ceux-là auront la possibilité d'être inscrits en candidats libres et bénéficieront d'un examen selon les programmes de l'ancien système. Cette disposition sera valable pour quatre à cinq années. «Tous les candidats auront leur chance de refaire le bac plusieurs fois. J'ai pris cette mesure pour nos élèves qui méritent d'avoir une nouvelle chance», souligne-t-il.

Evoquant, sur un autre plan, les ressources humaines, le ministre a affirmé que 12 000 enseignants du primaire seront affectés vers l'enseignement moyen qui enregistre un déficit de 23 000 enseignants, vu le nombre important des élèves admis à ce cycle (800 000 élèves de plus par rapport à l'année précédente).

Une formation sera assurée pour les enseignants, qui rappelons le sont tous des licenciés, pour effectuer le changement dans de meilleures conditions.

Dans cette perspective, Benbouzid a signalé que 420 CEM seront réceptionnés à la prochaine rentrée et 2600 classes seront ouvertes dans différents établissements existants. Interrogé sur le sort réservé aux professeurs de l'enseignement technique, le ministre a déclaré que «tous ces enseignants seront maintenus et recevront des formations pour être orientés vers différentes spécialités de la branche technologique».

«Notre secteur a besoin de toutes ses ressources. Les lycées seront submergés dans quatre ans, c'est pourquoi, nous ne renonçons pas aux enseignants qui sont déjà dans le secteur» réitère-t-il.

Une autre partie des enseignants du primaire qui sera en surplus sera réaffectée vers le préscolaire.

R. M.

NOUREDDINE MOUSSA AU SALON BATIMATEC :

«Le problème du ciment ne se pose plus»

«Globalement, le problème du ciment ne se pose plus», selon le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa. La réalisation du programme de un million de logements ne risque-t-elle pas d'être une utopie ? Oui, si les conditions actuelles du marché perdurent et si des mesures plus efficientes concernant les matériaux et les prix ne sont pas prises.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le onzième Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec) a ouvert ses portes, hier, au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger.

Etalée sur cinq jours, cette manifestation a suscité un important engouement en termes de participation avec la présence de quelque 800 entreprises dont plus de 300 étrangères.

Une forte participation qui témoigne, selon le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, qui a inauguré hier ce salon, de l'importance du marché algérien de la construction dans le Bassin méditerranéen. Mais aussi de leur intérêt pour la réalisation du programme présidentiel de un million de logements et autres programmes publics d'équipements et infrastructurels.

Soit une occasion, dira Noureddine Moussa, pour les opérateurs étrangers de se rencontrer, de tisser des liens d'affaires et de quêter des opportunités d'investissement et mieux percevoir la réalité du marché.

Selon Noureddine Moussa, le Salon Batimatec permettra aux opérateurs du secteur de mieux s'informer sur la production locale au lieu de recourir à l'importation de matériaux.

A ce propos, le ministre de l'Habitat a estimé que «globalement, le problème du ciment ne se pose plus». Pour l'hôte du Salon, «les choses ont repris leur cours normal» et «des mesures ont été prises pour que tout se passe le plus normalement».

Cela même si le ministre de l'Habitat n'a pas manqué d'indiquer que le spéculation existe toujours.

Certes, l'intervention de l'Etat, la publication régulière des indices des prix et la révision des prix contractuels sont autant d'éléments rassurants pour la réussite du programme présidentiel dans son volet construction de logements aidés, notamment le LSP dont la livraison ne devrait pas connaître de difficultés.

Et en rappelant que si le problème du ciment ne se pose plus aussi gravement, c'est le fer dont le prix augmente qui constitue l'autre élément d'inquiétude pour les promoteurs et constructeurs libres.

A ce propos, le gérant d'une entreprise algérienne privée exposante, l'Entreprise de réalisation, travaux publics et construction et promotion immobilière (ERTPC), Hadji Lamine, a estimé que la réalisation du programme de un million de logements risque d'être une utopie si les conditions actuelles du marché perdurent et si des mesures plus efficientes concernant les matériaux et les prix ne sont pas prises.

Pour ce promoteur et constructeur, qui indique que le prix du ciment reste toujours élevé, de même que pour le fer, nombre d'entreprises du secteur ont dû cesser leurs activités en raison des contraintes de la hausse des prix des matériaux et le manque de matériaux.

D'autres entreprises peinent à équilibrer leur situation, d'autres augmentent leurs coûts et prix et d'autres enregistrent des pertes «sèches» du fait qu'elles sont obligées de respecter leurs engagements contractuels.

C. B.

LE SALON EXPOPLAST OUVRE SES PORTES AUJOURD'HUI

Les professionnels de la filière plastique en quête de partenariat

La troisième édition d'Expoplast s'ouvre aujourd'hui au Palais des expositions des Pins-Maritimes. Pour cette édition qui s'étendra jusqu'au 7 mai, le salon spécialisé ouvre ses portes avec une particularité qui consiste à opter pour un invité d'honneur. Il s'agit pour cette fois-ci du Maroc, représenté par quatre entreprises. Par ailleurs et selon les organisateurs de la manifestation, SHM communication et services, 16 pays seront présents avec les produits de leurs entreprises et leur savoir-faire.

Le thème du salon est «L'avenir de la pétrochimie en Algérie». Pour les professionnels qui seront présents à cette rencontre, il s'agit «d'un défi à relever notamment face au contexte économique industriel et ses opportunités». Ainsi, la filière plastique se situe en aval des ensembles industriels utilisateurs. «Il s'agit aussi, selon le message adressé par le ministre de la PME et de l'Artisanat aux organisateurs du salon, de valoriser une filière économique en pleine expansion qui repose sur l'innovation technologique et la recherche développement qui représente une substitution aux importations hors hydrocarbures non négligeables du fait de la réduction des coûts des devises.»

Alors que l'utilisation diverse des produits de cette filière a permis la création de petites entreprises sous-traitantes créatrices d'emplois. «A cet effet, le salon permettra aussi aux participants nationaux et étrangers de partager des expériences et de développer des opportunités de partenariat», expliquent les organisateurs. Pour sa part, M. Ben Omar Naoum, commissaire du salon, a déclaré que les traditions dans la transformation plastique sont bien ancrées chez les professionnels de la filière. «Notre jeune industrie de la plasturgie doit passer par une évolution qui tient compte des niveaux d'intégration de par le monde afin de pouvoir inscrire toutes les perspectives dans une stratégie réfléchie permettant de positionner cette industrie dans le cadre de notre économie tenant compte des besoins nationaux», explique M. Naoum, précisant en outre que «l'industrie pétrochimique est en phase de se développer en Algérie». Lors du salon seront aussi organisées des journées d'étude dont les thèmes seront axés sur les derniers développements de l'industrie plastique.

F.-Zohra B.